

— de personen die regelmatig contact kunnen hebben met de kinderen moeten een getuigschrift van goed zedelijk gedrag voorleggen dat minder dan zes maanden geleden werd opgemaakt, bestemd voor een overheidsbestuur. Zij mogen geen enkel gevaar voor de gezondheid of de veiligheid van de kinderen betekenen. Elke belangrijke wijziging inzake gezondheid of getuigschrift van goed zedelijk gedrag moet spontaan aan de «ONE» worden medegedeeld;

— volgens het type opvangvoorziening, aan de « ONE » administratieve dossiers overmaken of die ter beschikking van de ambtenaren van de « ONE » houden die overeenstemmen met de artikelen 1382 tot 1385 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 2. De « ONE » ontnemt aan een opvangvoorziening de bewakingstoelating zoals bepaald bij artikel 5, § 2, van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » indien zij vaststelt dat een van de bij artikel 1 bepaalde voorwaarden of dat een in dit kader onderschreven verbintenis niet meer wordt nageleefd.

Art. 3. Zodra de « ONE » meent de bewakingstoelating te moeten weigeren of intrekken zoals bepaald bij artikel 5, § 2, van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », geeft zij er de opvangvoorziening kennis van bij een met redenen omklede aangetekende brief.

Behoudens in noodtoestanden waar de veiligheid van de kinderen in gevaar wordt gebracht of dreigt gevaar te lopen staat er in deze brief vermeld dat de opvangvoorziening 75 dagen tijd heeft te rekenen vanaf de ontvangst van de aangetekende brief om de erin bedoelde elementen te verhelpen en dat, in geval er niet verholpen wordt, de vertegenwoordiger van de opvangvoorziening door de «ONE» zal gehoord worden; hij zal zich kunnen laten bijstaan door iedere persoon of door elke instelling van zijn keuze.

Het daartoe door de «ONE» aangesteld beheersorgaan kan aan de opvangvoorziening elke bijkomende verlenging toestaan die het orgaan nodig acht om haar toe te laten de in artikel 1 bedoelde voorwaarden na te leven.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 15 juni 2000 ter goedkeuring van de criteria bepaald door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » inzake weigering of intrekking van de toelating om kinderen van minder dan 6 jaar onder bewaking te hebben.

Brussel, 15 juni 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET



F. 2000 — 2580

[C - 2000/29313]

20 JUILLET 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 1999 portant diverses mesures en matière d'allocations et prêts d'études;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 juin 2000;

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Allocations et Prêts d'Etudes, donné le 23 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2000;

Vu l'urgence motivée pour les raisons suivantes :

— il est indispensable de prendre au plus tôt les mesures nécessaires à l'adaptation des plafonds de revenus maximums permettant l'octroi d'allocations d'études;

— il est nécessaire de pouvoir informer les candidats à l'obtention d'une bourse des nouvelles conditions qui leur permettront d'introduire leur demande. Celle-ci doit être introduite avant le 31 octobre 2000;

— de plus, l'Administration doit avoir le temps d'assurer largement l'information;

— une décision du Gouvernement doit être prise entre la remise d'un avis par le Conseil supérieur des Allocations et Prêts d'Etudes et la fin des travaux du Gouvernement;

— il n'a pas été possible d'introduire plus tôt au Gouvernement les propositions de modifications souhaitées. En effet, l'avis du Conseil supérieur des Allocations et Prêts d'Etudes est requis. Or, ce Conseil devait être renouvelé : son mandat de 4 ans était venu à expiration. Il a fallu rencontrer le problème suivant : la composition de la délégation des étudiants de l'enseignement supérieur, dans le Conseil, devait être fondamentalement revue, la reconnaissance actuelle des organisations représentatives des étudiants rendant impossible la reconduction de la délégation antérieure;

— les plafonds au-delà desquels une allocation d'études n'est pas accordée n'ont plus été indexés depuis 1991. Dès lors, nombre de demandes sont refusées chaque année du simple fait de l'indexation des salaires. Il est donc indispensable de prendre au plus tôt les mesures nécessaires à l'adaptation des plafonds de revenus maximums permettant l'octroi d'allocations d'études;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 juillet 2000, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, les 1°, 2° et 3° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° Pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :

- FB 224.900, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 359.700, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 472.200, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 573.400, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 663.300, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 741.900, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 78.800 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la cinquième.

2° Pour les 3e, 4e, 5e, 6e, 7e et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- FB 314.800, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 539.600, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 719.500, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 888.100, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 1.045.500, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1.191.700, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 145.500 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la cinquième.

3° Pour les autres niveaux d'études visés à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} novembre 1983 susvisé, y compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

- FB 367.000, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 596.400, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 779.800, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 951.900, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 1.112.300, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1.261.400, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 149.200 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la cinquième ».

Art. 2. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 avril 1993 fixant la condition peu aisée des candidats à une allocation d'études ainsi que les critères servant à déterminer les montants des allocations d'études, les 1°, 2° et 3°, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° Pour les deux premières années de l'enseignement secondaire :

- FB 240.600, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 384.900, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 505.300, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 613.500, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 709.700, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 793.800, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 84.300 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la cinquième.

2° Pour les 3e, 4e, 5e, 6e, 7e et les années préparatoires à l'enseignement supérieur :

- FB 336.800, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 577.400, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 769.900, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 950.300, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 1.118.700, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1.275.100, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 155.700 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la cinquième.

3° Pour les autres niveaux d'études visés à l'article 1^{er} du décret du 1^{er} novembre 1983 susvisé, y compris l'enseignement professionnel secondaire complémentaire :

- FB 392.700, lorsque le candidat pourvoit seul à son entretien;
- FB 638.100, lorsqu'il y a une personne à charge;
- FB 834.400, lorsqu'il y a deux personnes à charge;
- FB 1.018.500, lorsqu'il y a trois personnes à charge;
- FB 1.190.200, lorsqu'il y a quatre personnes à charge;
- FB 1.349.700, lorsqu'il y a cinq personnes à charge, ce montant augmentant d'une somme de FB 159.600 pour chaque personne supplémentaire à charge, au-delà de la cinquième ».

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur, pour l'article 1^{er}, le 1^{er} septembre 2000 et pour l'article 2, le 1^{er} septembre 2001.

Art. 4. La Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
F. DUPUIS

VERTALING

N. 2000 — 2580

[C — 2000/29313]

20 JULI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogensgrenzen van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet houdende regeling voor de Franse Gemeenschap van de toekenning van de studietoelagen en -leningen, gecoördineerd op 7 november 1983, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van 26 april 1993 houdende vaststelling van de minvermogensgrenzen van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, gewijzigd bij het besluit van 12 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende verschillende maatregelen inzake studietoelagen en -leningen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 juni 2000;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen en -leningen, gegeven op 23 juni 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 juli 2000;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid verantwoord om volgende redenen :

— het is onontbeerlijk zo vlug mogelijk de maatregelen te nemen die nodig zijn voor de aanpassing van de grenzen van de maximale inkomsten die toelaten studietoelagen toe te kennen;

— het is nodig de kandidaten voor het behalen van een beurs te kunnen inlichten over de nieuwe voorwaarden die hen toelaten hun aanvraag in te dienen. Deze moet ingediend zijn vóór 31 oktober 2000;

— bovendien moet de Administratie de tijd krijgen om de informatie op een breed vlak te verspreiden;

— de Regering moet een beslissing nemen tussen het uitbrengen van een advies door de Hoge Raad voor studietoelagen en -leningen en het einde van de werkzaamheden van de Regering;

— het was niet mogelijk de voorstellen over de gewenste wijzigingen bij de Regering vroeger in te dienen. Het advies van de Hoge Raad voor studietoelagen en -leningen is inderdaad vereist. Welnu, deze Raad moest hernieuwd worden: zijn mandaat van 4 jaar is ten einde gelopen. Men heeft het volgend probleem moeten oplossen : de samenstelling van de afvaardiging van de studenten van het hoger onderwijs in de Raad moest grondig herzien worden, daar de huidige erkenning van de representatieve studentenorganisaties de heraanstelling van de vorige delegatie onmogelijk maakt;

— de loongrenzen boven welke een studietoelage niet wordt toegekend werden niet meer geïndexeerd sedert 1991. Bijgevolg worden er tal van aanvragen elk jaar geweigerd om de eenvoudige reden dat de lonen geïndexeerd zijn. Het is dus onontbeerlijk zo snel mogelijk de nodige maatregelen te treffen voor de aanpassing van de loongrenzen van de maximale inkomsten die toelaten studietoelagen toe te kennen;

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 12 juli 2000, in toepassing van artikel 84, lid 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, § 1, lid 1 van het besluit van 26 april 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de minvermogensgrenzen van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, worden 1°, 2° en 3° vervangen door de volgende bepalingen :

«1° Voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs :

— 224.900 BF wanneer de kandidaat persoonlijk instaat voor zijn onderhoud;

— 359.700 BF wanneer hij een persoon ten laste heeft;

— 472.200 BF wanneer hij twee personen ten laste heeft;

- 573.400 BF wanneer hij drie personen ten laste heeft;
- 663.300 BF wanneer hij vier personen ten laste heeft;
- 741.900 BF wanneer hij vijf personen ten laste heeft; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 78.000 BF voor iedere bijkomende persoon ten laste, boven de vijfde.

2° Voor het 3^e, 4^e, 5^e, 6^e en 7^e en de voorbereidende jaren op het hoger onderwijs :

- 314.800 BF wanneer de kandidaat persoonlijk instaat voor zijn onderhoud;
- 539.600 BF wanneer hij een persoon ten laste heeft;
- 719.500 BF wanneer hij twee personen ten laste heeft;
- 888.100 BF wanneer hij drie personen ten laste heeft;
- 1.045.500 BF wanneer hij vier personen ten laste heeft;
- 1.191.700 BF wanneer hij vijf personen ten laste heeft; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 145.500 BF voor iedere bijkomende persoon ten laste, boven de vijfde.

3° Voor de overige studieniveaus bedoeld bij artikel 1 van het voormeld decreet van 1 november 1983, met inbegrip van het bijkomend secundair beroepsonderwijs :

- 367.000 BF wanneer de kandidaat persoonlijk instaat voor zijn onderhoud;
- 596.400 BF wanneer hij een persoon ten laste heeft;
- 779.800 BF wanneer hij twee personen ten laste heeft;
- 951.900 BF wanneer hij drie personen ten laste heeft;
- 1.112.300 BF wanneer hij vier personen ten laste heeft;
- 1.261.400 BF wanneer hij vijf personen ten laste heeft; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 149.200 BF voor iedere bijkomende persoon ten laste, boven de vijfde.»

Art. 2. In artikel 1, § 1, lid 1 van het besluit van 26 april 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de minvermogensgrenzen van de kandidaten voor een studietoelage en van de criteria voor de bepaling van de bedragen van de studietoelagen, worden 1^o, 2^o en 3^o vervangen door de volgende bepalingen :

«1° Voor de eerste twee jaren van het secundair onderwijs :

- 240.600 BF wanneer de kandidaat persoonlijk instaat voor zijn onderhoud;
- 384.900 BF wanneer hij een persoon ten laste heeft;
- 505.300 BF wanneer hij twee personen ten laste heeft;
- 613.500 BF wanneer hij drie personen ten laste heeft;
- 709.700 BF wanneer hij vier personen ten laste heeft;
- 793.800 BF wanneer hij vijf personen ten laste heeft; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 84.300 BF voor iedere bijkomende persoon ten laste, boven de vijfde.

2° Voor het 3^e, 4^e, 5^e, 6^e en 7^e en de voorbereidende jaren op het hoger onderwijs :

- 336.800 BF wanneer de kandidaat persoonlijk instaat voor zijn onderhoud;
- 577.400 BF wanneer hij een persoon ten laste heeft;
- 769.900 BF wanneer hij twee personen ten laste heeft;
- 950.300 BF wanneer hij drie personen ten laste heeft;
- 1.118.700 BF wanneer hij vier personen ten laste heeft;
- 1.275.100 BF wanneer hij vijf personen ten laste heeft; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 155.700 BF voor iedere bijkomende persoon ten laste, boven de vijfde.

3° Voor de overige studieniveaus bedoeld bij artikel 1 van het voormeld decreet van 1 november 1983, met inbegrip van het bijkomend secundair beroepsonderwijs :

- 393.700 BF wanneer de kandidaat persoonlijk instaat voor zijn onderhoud;
- 638.100 BF wanneer hij een persoon ten laste heeft;
- 834.400 BF wanneer hij twee personen ten laste heeft;
- 1.018.500 BF wanneer hij drie personen ten laste heeft;
- 1.190.200 BF wanneer hij vier personen ten laste heeft;
- 1.349.700 BF wanneer hij vijf personen ten laste heeft; dat bedrag wordt verhoogd met een bedrag van 159.600 BF voor iedere bijkomende persoon ten laste, boven de vijfde.»

Art. 3. Dit besluit treedt in werking, wat artikel 1 betreft, op 1 september 2000 en wat artikel 2 betreft op 1 september 2001.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 20 juli 2000.